

Synthèse du rapport 2020 de l'Office national de médiation

La pandémie du Covid-19 a affecté l'ensemble de la société au cours de 2020 – y compris les négociations salariales et la formation des salaires. Mais en pleine pandémie, un important cycle de négociations a eu lieu, des accords ont été conclus en matière de sécurité et de reconversion, de dispositions sur les retraites et d'emploi de courte durée. L'économie suédoise a fait preuve d'une bonne tenue par rapport aux autres pays et le modèle suédois appuyé sur des partenaires sociaux forts et responsables s'est avéré robuste.

Les négociations salariales ont été de grande ampleur cette année. Quelque 500 conventions nationales avaient expiré et devaient être renégociées. Elles couvraient environ trois millions de salariés – une majorité de tous les actifs occupés.

La fin mars 2020 devait être le moment de l'année où la plupart des conventions arrivaient à leur terme. C'était notamment le cas des conventions industrielles, mais l'ensemble du cycle de négociations s'est trouvé décalé du fait des incertitudes économiques qui ont conduit les partenaires à proroger les accords jusqu'après l'été.

Lorsque les partenaires de l'industrie ont finalement conclu des accords, ceux-ci ont porté sur une durée de 29 mois, avec un résultat de 5,4 pour cent. Les conventions industrielles ont été normatives et ont eu un large impact sur le marché du travail.

En dépit de l'ampleur des négociations salariales, pas un jour de travail n'a été perdu cette année par suite de conflits du travail. Au niveau local non plus, il n'y a pas eu de jours de travail perdus en raison de conflits. Jamais encore le nombre de jours de travail perdus n'avait été nul dans le tableau des préavis et actions collectives.

Ce qui n'implique pas une absence de litiges. Lors des négociations fédérales – souvent assimilées au cycle de négociations – des médiateurs ont été désignés dans huit cas. À cela s'ajoutent des médiations au sujet de deux négociations menées en 2021, mais relevant du même cycle de négociations. L'une d'elles concernait la prorogation d'une convention.

Au niveau local sont intervenus onze litiges, dont dix concernaient les conventions collectives. Des médiateurs ont été désignés dans huit affaires locales.

Quand les négociations étaient reportées, les syndicats et les employeurs devaient revoir à bref délai l'organisation de leurs négociations. Des accords devaient être conclus pour que les entreprises liées par une convention collective puissent bénéficier des nouvelles aides prévues pour les emplois de courte durée. Les partenaires sociaux ont également mené des négociations en matière de sécurité et de reconversion qui ont abouti à une convention générale entre la Confédération des entreprises suédoises et la Fédération des employés du secteur privé (PTK). Deux fédérations affiliées à LO, celle des travailleurs des collectivités locales et celle des travailleurs de la métallurgie, ont ensuite adhéré à cette convention

après que LO s'était retirée des négociations. Les travaux en vue de l'élaboration d'une législation concordant avec cet accord se poursuivent en 2021.

Les économies mondiales ont connu en 2020 leur pire année depuis la seconde guerre mondiale, avec une chute de plus de 4 pour cent du PIB mondial. À des rythmes divers, certains pays ont entamé une reprise mais la production comme la demande restent à un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie. Au plan économique, la Suède s'en tire bien par rapport à beaucoup des pays voisins. Cela tient en partie à une crise relativement modérée dans les pays les plus importants pour les exportations suédoises, mais aussi à une structure économique où le tourisme, notamment, pèse moins lourd que dans un bon nombre de pays du sud de l'Europe.

La crise a eu un impact très divers sur différents secteurs de l'économie suédoise. De larges pans du secteur des services ont perdu la presque totalité de leurs recettes. Certaines autres branches ont enregistré une rentabilité même durant la crise et, par exemple dans les secteurs du commerce, de l'information et des communications, le nombre de salariés s'est accru. La baisse de l'emploi a été le plus sensible dans le secteur des services.

Le système d'emplois de courte durée mis en place a permis de réduire le nombre d'heures travaillées sans que l'emploi diminue dans la même extension. La baisse de l'emploi semble pour l'essentiel due plutôt à une réduction des nouvelles embauches et au non-renouvellement des emplois occasionnels qu'à une augmentation des licenciements de salariés sous contrat à durée indéterminée. Le chômage, qui était déjà en hausse avant la crise, a augmenté rapidement dans le courant de l'année – en particulier pour les jeunes et les personnes nées à l'étranger. Le chômage de longue durée s'est aussi accru, en partie par suite des difficultés à trouver un nouvel emploi dans les premiers mois de l'année.

Du fait de la pandémie et des mesures de soutien adoptées dans différents pays, il est difficile d'estimer avec exactitude l'évolution de l'état des coûts en Suède par rapport aux autres pays. Peu d'éléments donnent toutefois à penser que la position concurrentielle d'ensemble de la Suède se soit dégradée en 2020. Malgré le renforcement de la couronne suédoise, le pays a plutôt gagné des parts de marché.

Avec le report des négociations salariales et la prorogation des conventions en vigueur, plus d'un semestre s'est écoulé avant une nouvelle révision des salaires. Cela se reflète dans les statistiques salariales conjoncturelles, qui indiquent à titre préliminaire des hausses de salaires de 1,9 pour cent en 2020. C'est la plus faible hausse de salaires jamais enregistrée pour une année donnée.

La pandémie s'est aussi répercutée sur les nouvelles adhésions aux organisations syndicales. L'effectif moyen des syndicats affiliés à la centrale ouvrière LO, à la Confédération générale des cadres, fonctionnaires et employés (TCO) et à la Confédération générale des travailleurs intellectuels (Saco) s'est accru de 2,3 pour cent. Les fédérations de LO ont inversé la tendance à la baisse de ces dernières années et gagné 19 000 nouveaux adhérents. Parmi les fédérations de LO, ce sont les syndicats Handels (employés du commerce) et Kommunal (travailleurs des collectivités locales) qui se sont le plus accrus. Chez TCO, c'est le syndicat Unionen qui enregistre la plus forte augmentation de ses effectifs – plus que Kommunal et Handels réunis.

Le taux de couverture des conventions collectives est plus élevé en Suède que dans le reste du monde et évolue très lentement. Près de 90 pour cent des salariés de Suède sont couverts par une convention collective puisque les employeurs adhérant à une convention collective sont tenus de l'appliquer à tous leurs salariés. Le taux de syndicalisation s'est stabilisé à près de 70 pour cent, mais l'écart entre cols bleus et cols blancs s'accroît. Quatre travailleurs sur dix sont aujourd'hui non syndiqués.

Les dernières données des statistiques salariales structurelles portent sur 2019 et montrent que le salaire moyen à cette date était de 35 300 couronnes par mois. La différenciation salariale, qui est faible en Suède dans une comparaison internationale, a été relativement constante ces dernières années.

Les statistiques salariales structurelles sont aussi utilisées pour étudier les écarts de salaires entre femmes et hommes. En 2019, l'écart était de 9,9 pour cent. Les écarts salariaux ont baissé tous les ans depuis 2007. Le prochain rapport de l'Office national de médiation sur les écarts de salaires entre femmes et hommes, fondé sur les statistiques salariales structurelles de 2020, sera publié en juin 2021.

Si l'on considère les revenus professionnels liés au temps de travail, l'écart entre les sexes se réduit plus rapidement. Cela tient à ce que le temps de travail moyen des femmes augmente alors que celui des hommes diminue. L'écart salarial entre femmes et hommes s'est réduit de 5,9 points de pourcentage entre 2006 et 2019. L'écart entre les revenus professionnels s'est réduit de 8,7 points de pourcentage pendant la même période.

L'année 2019 en chiffres

Conventions collectives et couverture des conventions

Nombre de conventions collectives enregistrées par l'Office de médiation	744
Conventions collectives sur les salaires et conditions générales d'emploi signées en 2020 <i>Nombre de salariés concernés par les conventions</i>	557 3 millions
Conventions à durée indéterminée en cours en décembre 2020 <i>Nombre de salariés couverts par des conventions à durée indéterminée</i>	112 360 000
Taux de syndicalisation (16–64 ans, tous secteurs, 2019)	68 %
Taux de couverture des conventions collectives (16–64 ans, tous secteurs, 2018)	88 %

Conflits

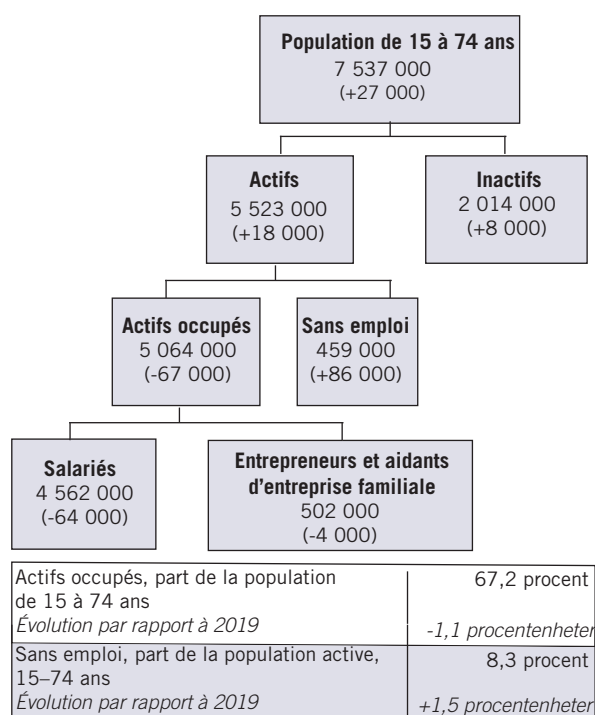
Négociations fédérales avec préavis d'actions dans les négociations fédérales	10
Jours de travail perdus par suite d'actions collectives dans les négociations fédérales	0
Jours de travail perdus par suite d'actions collectives dans les négociations locales	0
Jours de travail perdus par suite d'actions collectives politiques	0
Jours de travail perdus par suite d'actions collectives dans l'année, total	0

Coût du travail, salaires et hausses de salaires

Norme de hausse du coût du travail sur 29 mois	5,4 %
Évolution des salaires, chiffre préliminaire	1,9 %
Évolution des salaires réels selon IPC à taux d'intérêt constant, préliminaire	1,4 %
Évolution des salaires réels selon IPC, préliminaire	1,4 %
Salaires moyen pour l'ensemble de l'économie (2019)	35 300 couronnes
Écart salarial entre femmes et hommes (2019) <i>Écart salarial inexplicé après pondération standard</i>	9,9 % 4,2 %

Emploi et chômage, 2020

Évolution par rapport à 2019 (entre parenthèses)



Source : Office national de la statistique, Enquêtes de main-d'œuvre, moyennes annuelles.